



EXPERTE EN CUMUL D'ACTIVITÉS,
Natacha Valla vient d'être nommée à la tête du Conseil national de la productivité.

Valla Show

LE PANTOUFLAGE À L'HONNEUR

Après avoir cumulé autant de responsabilités, nul doute que Natacha Valla a des leçons d'efficacité à donner. Par un arrêté du Premier ministre du 11 février, cette économiste a été nommée à la tête du Conseil national de la productivité, un comité d'experts chargé d'analyser le potentiel de croissance de l'économie française. Une deuxième mise à l'honneur en quelques semaines pour cette spécialiste : à la fin de janvier, l'association anticorruption Anticor lui avait décerné une « pantoufle » lors de sa cérémonie annuelle de remise de prix éthiques et de casseroles : ces dernières années, elle s'était en effet distinguée en cumulant ses fonctions publiques avec une multitude d'occupations auprès de grandes entreprises.

Après avoir officié pendant six ans comme directrice exécutive de la recherche internationale chez Goldman Sachs, Natacha Valla prend la tête de la division stratégique de la Banque européenne d'investissement à la fin de 2015. Parallèlement à son mandat au sein de cette institution, qui gère les fonds publics finançant des projets à travers l'Union européenne, elle siège au conseil d'administration de cinq sociétés

différentes : le géant du luxe LVMH, l'hôtelier Accor, le fonds d'investissement Tikehau Capital et deux filiales gérant des autoroutes du groupe BTP Vinci. De 2016 à 2018, les trois premières attributions lui rapportent la coquette somme de 238 000 euros, tandis que ses rémunérations auprès des filiales autoroutières ne sont pas publiques.

Ces fructueuses coopérations s'interrompent en mai 2018, lorsque l'économiste intègre la Banque centrale européenne en tant que directrice générale adjointe de la politique monétaire. « *M^{me} Natacha Valla a dû démissionner [de notre] Conseil à la suite de sa nomination* », annonce alors Tikehau Capital. Cet interlude prend fin dès 2020 à la faveur d'un nouveau transfert, quand l'experte devient doyenne de l'École du management et de l'innovation de Sciences-Po. En marge de cette transhumance, elle se voit à nouveau confier des mandats par... l'intégralité des cinq sociétés qui avaient déjà recouru à son expertise avant 2018. En prime, elle est également recrutée au conseil d'administration de la société de réassurance Scor à l'été 2020, puis par la banque d'affaires Lazard en tant que « conseillère principale » à la fin de 2021. Quand on aime travailler, on ne compte pas ! ■ SÉBASTIEN GROB

ELLE A OSÉ LE DIRE

“Le désespoir n'est pas de gauche.”

DANIÈLE SALLENAVE, académicienne, écrivaine, le 17 février 2022.

PRENONS-LES AU MOT

L'ESCALADE DE LA "DÉSESCALADE"

Conflit Ukraine-Russie : Kiev demande à l'Occident de ne pas semer la panique, Paris et Moscou prônent la désescalade », titrait *20 Minutes* le 28 janvier. « Crise ukrainienne : les signes qui font espérer une désescalade du côté russe », annonçait de son côté BFMTV le 15 février. Le lendemain, *l'Express* posait cette question : « Crise en Ukraine : peut-on vraiment croire à la désescalade ? » On pourrait multiplier les exemples. Comme souvent, les médias et les politiques emploient sans sembler s'en rendre compte un seul et unique terme pour désigner une réalité. Au diable l'apaisement, les accommodements, voire le consensus, tout n'est que « désescalade ». Dans son premier usage, le mot « escalade », emprunté à l'ancien provençal *escalada*, dérivé de *escalar*, de *escala*, c'est-à-dire « échelle », signifiait « assaut d'une position à l'aide d'échelles ». En ce sens, le terme « désescalade » apparaît donc plutôt approprié pour signifier qu'on cherche à éviter la guerre. Mais il présuppose qu'il n'y a qu'un seul chemin pour sortir du conflit, celui qui consiste à redescendre par le même endroit pour revenir à l'état initial représentant une forme d'idéal. La possibilité d'une véritable résolution ou d'une simple avancée n'est même pas envisagée. On peut se demander s'il n'y a pas en creux, dans ce mot apparu seulement dans les années 1960, l'idée que les démocraties occidentales constitueraient un modèle qu'on ne saurait dépasser. Comme si l'on ne pouvait espérer mieux que la paix fébrile et toute relative que l'on parvient à maintenir entre les pays. À croire que, au cours de l'escalade, on a oublié de contempler le monde avec un peu plus de hauteur. ■ SAMUEL PIQUET